

LA PALESTINE ET LE CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN DEPUIS LES ANNEES 1990

A partir d'une analyse critique des documents et de vos connaissances, vous montrerez en quoi le processus d'Oslo est un échec.

Document 1 : signature de la déclaration de Washington, le 13 septembre 1993, après les accords d'Oslo.



Document 2 : Les accords d'Oslo, 25 ans plus tard, article 13 septembre 2018

«L'accord d'Oslo de 1993 est le fruit d'un travail de longue haleine entre l'Organisation de libération de la Palestine, le ministre des Affaires étrangères israélien de l'époque Shimon Peres et les États-Unis présidés par Bill Clinton, qui ont joué le rôle crucial de médiateur entre les deux antagonistes.

L'objectif du texte était clair : mettre un terme à un conflit vieux de plusieurs décennies, en reconnaissant "une autorité palestinienne intérimaire autonome" pour une période transitoire de cinq ans. À long terme, cet accord devait permettre de mettre en place "une paix juste et durable permettant à chaque État de la région de vivre en sécurité", comme le demandait déjà la résolution 242 de l'ONU¹ votée en 1967.

Mais si les accords d'Oslo 1 et 2 (en 1995) fixent les grandes lignes du processus de paix, ils ne règlent pas les questions cruciales du conflit, comme par exemple le statut des réfugiés, ou celui de Jérusalem. Et Donald Trump, depuis son arrivée au pouvoir, n'a cessé de profiter de ces flous pour mettre en place une nouvelle politique, considérée comme pro-israélienne, au détriment des Palestiniens².»

Jade Toussay, «Il y a 25 ans, l'accord d'Oslo n'a pas répondu à toutes les questions, et Trump en profite bien», *Huffington Post*, 13 septembre 2018.

1. Texte demandant notamment «le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés» après la Guerre des Six Jours et le respect de la souveraineté de chaque État.

2. Début 2018, Trump a accepté le transfert de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv, où sont toutes les autres ambassades, à Jérusalem, reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël, contre l'avis des dirigeants palestiniens.